

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 73

Mercredi 6 avril 1977

Prix : 1 F

ZAIRE

UNE DICTATURE AU BORD DE LA FAILLITE



Le général Mbumba, l'un des chefs de la révolte.

APRES plusieurs semaines de lutte, une région du Zaïre, le Shaba, ex-Katanga, est en partie tombée aux mains de troupes hostiles au régime en place au Zaïre. On ne sait pas exactement quelles sont ces troupes. On ignore également si elles ont le soutien actif de la population. Mais ce qui est manifeste c'est que Mobutu, lui, n'a pas ce soutien de la population. Il n'arrive pas, en tout cas, à venir à bout de cette opposition. Il semble actuellement perdre le

contrôle de la région du cuivre qui est une ressource essentielle du pays.

Son armée, qui, en 1965, l'avait aidé à se hisser au pouvoir, et, qui, depuis exerce à son service les fonctions de répression et d'oppression contre la population, semble abandonner le président. Nombreux sont les déserteurs.

Quant aux mouvements connus d'opposition à Mobutu, s'ils n'in-

terviennent pas directement, ils ne cachent pas leur satisfaction devant les succès des rebelles au Shaba.

En fait cet isolement de Mobutu face à ses opposants est celui d'un dictateur à la tête d'un régime pourri, d'une administration corrompue.

S'il s'est maintenu en place face à la misère et à l'hostilité de la population, c'est grâce aux impérialistes belges et américains : ils l'ont installé au pouvoir et ils le soutiennent depuis de longues années. Aujourd'hui Mobutu est en difficulté, mais l'impérialisme reste dans l'expectative, les Etats-Unis ne se hâtent pas d'intervenir. Leur fantôme Mobutu n'ayant plus aucun soutien dans le pays, les Etats-Unis peuvent en effet envisager de l'abandonner pour chercher ailleurs. Mobutu leur a rendu de grands services mais le problème des impérialistes est ailleurs : garantir leur domination économique et le contrôle politique qu'ils ont au Zaïre.

De toute façon, ces événements ont révélé à tous combien haï est le dictateur Mobutu dans la population zaïroise, prouvant que seule une aide de l'extérieur pourra préserver ce pouvoir.

FRANCE

LE GOUVERNEMENT MENACE LES IMMIGRÉS



Le 13 mars devait se tenir 177, rue de Charonne à Paris un meeting pour l'élection d'un « conseil municipal d'immigrés ». Ce meeting organisé par un collectif d'organisations de travailleurs et d'étudiants immigrés, devait être une riposte aux nombreuses attaques contre les organisations d'immigrés qu'a menées récemment le gouvernement. Ce dernier a pour cela ressorti une vieille loi datant du 12 avril 1939 et qui lui a permis de dissoudre l'Organisation des Communistes Africains (OCA). Cette dissolution suivait de près l'expulsion de plusieurs travailleurs africains à qui le gouvernement reprochait leur combativité lors de la grève des foyers Sonacotra : les travailleurs étrangers en France n'ont pas le droit de mener la moindre lutte contre leurs exploités.

Dans sa rage à limiter les libertés des travailleurs immigrés, le gouvernement a interdit le meeting du 13 mars, il en a profité pour menacer les organisateurs. Ceux-ci ont reçu des lettres leur précisant qu'ils risquaient des peines d'emprisonnement de un an à cinq ans et des amendes de 60 F à 10.800 F en tant qu'organisations étrangères ou non déclarées. Signalons à ce propos que le statut juridique de « Français » de la Ligue d'Union Antillaise (LUA) ne lui a pas épargné les menaces gouvernementales.

Combat Ouvrier dénonce ici les manœuvres d'intimidation que pratique le gouvernement à l'égard des organisations d'immigrés qu'elle veut museler, étouffer. Ces manœuvres scandaleuses n'arrêteront pas la solidarité nécessaire entre travailleurs de tous les pays.

ANTILLES

La gauche, l'extrême-gauche dans les municipales et le programme des révolutionnaires

DANS les communes où il a présenté des listes aux municipales, le GRS a obtenu un nombre de voix important.

Les travailleurs qui ont voté pour les listes Delépine et Jean-Elie l'ont fait pour exprimer leur mécontentement et leur opposition à la droite des colonialistes et des exploités.

Malheureusement, la campagne électorale faite par le GRS fut telle que peu de choses la distinguait de celle du PCM ou du PPM.

Nous devons revenir sur ce que fut cette campagne électo-

rale et sur la politique du GRS dans cette période.

Durant cette campagne électorale des municipales, le rôle des révolutionnaires était non seulement de fustiger le système colonial et ses valets, d'appeler les travailleurs à exprimer clairement leur opposition à la droite des patrons, mais aussi de montrer aux travailleurs que la politique des partis de gauche n'est en rien une politique pour la classe ouvrière. La campagne ne portait pas uniquement sur les problèmes municipaux — la suite l'a d'ailleurs bien montré. Il ne fal-

lait donc pas se cantonner à ces problèmes. Ni, à plus forte raison faire miroiter une victoire électorale des partis de gauche aux Antilles comme une victoire des travailleurs.

C'est précisément tout cela qu'a fait le GRS tout au long de sa campagne, restant sur le plan de la gestion municipale et prônant l'Unité avec les partis de gauche comme suprême moyen pour les travailleurs de « barrer la route » à la droite. En faisant croire aux travailleurs qu'ils pouvaient remporter « une victoire », du même coup le GRS disait

aussi que la défaite était possible sur ce terrain-là. Ce qui n'a rien à voir ni avec le programme ni avec les traditions du mouvement révolutionnaire.

Du reste, le bilan que fait le GRS des résultats est bien dans la logique de sa politique dans ces élections. Il tire un bilan de défaite ou de « déception ».

Pour le Robert où Delépine a obtenu plus d'un millier de voix, soit plus de 20 % des suffrages exprimés et autant que PC et PS réunis, le GRS tire la conclusion suivante sous la plume de Delépine : « Pas d'unité, pas de victoire ».

Et partout où les candidats de gauche ont perdu une mairie ou n'en ont pas gagné, c'est la même analyse qui prévaut. Sur les malheurs du PCM au Saint-Esprit, on trouve cette phrase significative dans *Révolution Socialiste*, n° 163 : « Avec la défaite de Fitteduval au Saint-Esprit, c'est le mouvement ouvrier tout entier qui en prend un coup ». Le GRS a beau jurer ses grands dieux qu'il ne tombe pas dans le « crétinisme électoral », il n'empêche que tous ses écrits de cette période suent l'électoralisme à chaque ligne.

(Suite p. 3)

La gauche, l'extrême-gauche et le programme des révolutionnaires

(Suite de la p. 1)

Ne lisons-nous pas dans la circulaire électorale de Delépine sur le Robert : « Mais les travailleurs ne peuvent sous aucun prétexte se laisser frustrer une nouvelle fois d'une victoire qui est à leur portée, que les plus anciens attendent depuis quarante ans, c'est-à-dire depuis l'élimination d'Edouard Pidéry, en février 1937, par les manœuvres déloyales de Symphor. Une victoire que les jeunes espèrent avec une légitime impatience... » ?

Le GRS s'offre à permettre une victoire attendue depuis quarante ans. Et quelle victoire ! La prise d'une municipalité ! Le GRS n'a rien eu à dire ni sur cette « attente », ni sur ceux qui ont préché une telle passivité, c'est-à-dire les partis de gauche PC et PS qui baladent les travailleurs d'élections en élections depuis quarante ans, en leur promettant que ça ira mieux la prochaine fois.

La « légitime impatience » des jeunes sera-t-elle déviée aussi dans cette voie électorale ?

En menant une telle politique, le GRS contribue à semer des illusions sur la portée des élec-

tions — et pas seulement sur les municipales. Car en refusant de faire la critique des partis qui soutiennent l'Union de la gauche, en préconisant le front électoral anticolonialiste face à la droite comme seul axe de sa campagne électorale, le GRS a contribué aussi à créer des illusions sur ce que ces partis de gauche feront demain si leurs homologues français venaient au pouvoir. Pendant toute la campagne des municipales, le GRS a soigneusement évité ce problème pour ne reprocher aux partis de gauche que leur sectarisme et le fait qu'ils ont refusé l'unité qu'il leur proposait.

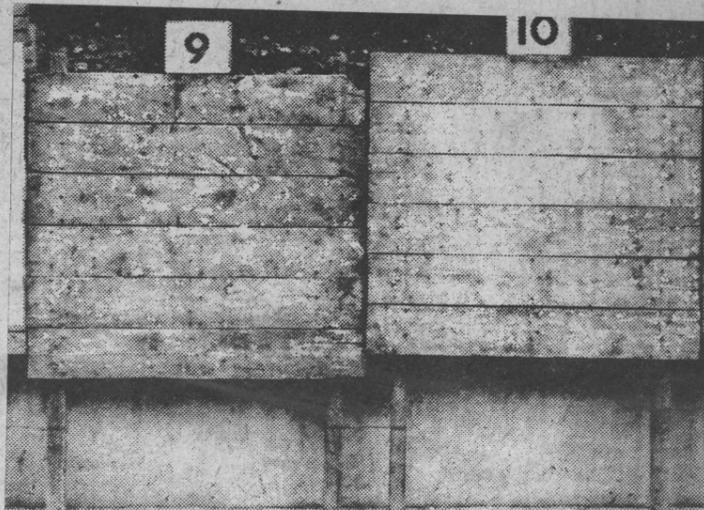
C'est à croire que si cette unité s'était réalisée le GRS n'aurait eu en somme rien à leur reprocher.

Pour les révolutionnaires, il est indispensable d'avoir les positions les plus claires sur ce que feront demain les partis de gauche s'ils viennent au pouvoir en France, avec Mitterrand à leur tête, et sur ce que sera la politique des partis qui, ici, correspondent à l'Union de la gauche française.

En cas de victoire de la gauche en France, ces partis ne se-

ront que la courroie de transmission de la politique menée au gouvernement par un Mitterrand, flanqué ou pas de ministres communistes. Et cette politique sera nécessairement dirigée contre les travailleurs. Pour les révolutionnaires antillais, il ne s'agit donc pas d'adresser des critiques fraternelles ou des conseils à l'Union de la gauche, comme est prêt à le faire le GRS.

Le rôle des révolutionnaires dans cette période, marquée par l'ouverture de la campagne des législatives par tous les partis, c'est de montrer patiemment, par des explications sans cesse renouvelées, en quoi cette Union de la gauche ne peut faire la politique des travailleurs. Car si elle vient au pouvoir, c'est admise par la bourgeoisie et pour y défendre ses intérêts. Il faut dire dès maintenant aux travailleurs que les assurances données à la bourgeoisie par Mitterrand, chaque jour qui le rapproche du pouvoir, les appels qu'il lance déjà en sourdine aux travailleurs pour qu'ils soient « raisonnables », tout cela c'est déjà le signe que ce nouveau gouvernement de gauche appellera les



travailleurs aux sacrifices et à l'austérité pour régler les affaires de la bourgeoisie.

Il faut dire dès maintenant aux travailleurs qu'ils ne devront pas accepter les mesures prises contre eux sous prétexte qu'il s'agit d'un gouvernement de gauche. Ils doivent se préparer à contraindre ce gouvernement qui parlera en leur nom à prendre effectivement des mesures qui soient conformes à leurs intérêts. Ou qu'ils se préparent alors à les prendre eux-mêmes.

Plus il y a de possibilités que

l'Union de la gauche vienne au pouvoir, plus notre attitude à nous, révolutionnaires, doit être claire et tranchée dans cette question. C'est en ce sens qu'il est indispensable que le GRS révise sa position sur ces points, s'il ne veut pas demain se retrouver purement et simplement à la remorque de cette Union de la gauche, tout comme les fractions d'extrême-gauche au Chili s'étaient retrouvées à la remorque d'Allende ou à celle de Carvalho au Portugal.

G. RASSAMY.

Non à la fraude électorale mais pas de soutien à l'électorisme



LE 13 mars à Sainte-Anne, le colonialisme français a ajouté un nouveau méfait à une liste déjà longue. En effet, après de multiples manœuvres frauduleuses, l'administration coloniale a tenté d'imposer l'élection de la liste conduite par le politicien de droite Baptiste, alors même que les résultats de l'ensemble des bureaux n'étaient pas encore connus. Il semble qu'un faible écart de voix séparait les deux candidats. En fin de compte, aucune liste n'a été proclamée élue car certains documents importants ont disparus. Une délégation a été mise en place et la population votera de nouveau le 17 avril. Cet acte de brigandage du colonialisme a provoqué une grande colère chez les Saintannais et ceux-ci ont été nombreux à manifester devant la mairie de la commune.

Face à cette atteinte aux libertés démocratiques de la part du colonialisme, il ne fait aucun

doute que tous les anticolonialistes doivent se sentir solidaires de ceux qui luttent pour le respect des libertés démocratiques. Garder le silence dans de telles circonstances c'est cautionner par sa passivité les agissements malhonnêtes et méprisants de ceux qui ont érigé la fraude électorale en institution.

Cependant, quand on analyse les résultats obtenus par le candidat de la droite, on constate que l'écart qui sépare les deux candidats, 200 à 300 voix, est restreint. C'est donc que la population se trouve partagée en deux fractions égales, chacune d'elles comprenant une partie de la population pauvre des campagnes et des ouvriers.

Ceux-ci ont été des centaines à voter à droite. Par leur choix, ils cautionnent consciemment ou inconsciemment la politique de brigandage qui est celle du colonialisme français aux Antilles. Or, aussi aberrant que cela puisse paraître, les principales victimes du système colonial ce sont aussi ceux-là qui ont voté pour la liste Baptiste. Cela entraîne que le PCG, quand il se bat contre la fraude, n'a pas seulement à affronter l'administration coloniale pour déjouer ses manœuvres antidémocratiques. Il trouve aussi sur son chemin une moitié de la population qui accepte de se mettre dans le sillage du pouvoir colonial. Mais à qui la faute

si ce n'est au PC lui-même. Car ce parti n'a jamais su offrir de véritables perspectives de lutte à tous les exploités.

Au contraire, le seul bilan que le PC peut présenter aux travailleurs c'est celui de sa gestion municipale. C'est en qualité de bon gestionnaire des budgets insuffisants consentis par l'Etat, que le Parti Communiste sollicite le suffrage des travailleurs.

Le Parti Communiste Guadeloupéen livre un combat pour ne pas perdre les municipalités qu'il contrôle. Et dans ce combat, il est opposé à des adversaires qui ne s'embarassent pas de formes pour les y déloger. Sa tâche se trouve singulièrement compliquée par le fait que la lutte doit être menée non seulement contre l'administration qui soutient plus ou moins ouvertement la fraude électorale, mais aussi contre cette fraction de la population qui soutient par ses suffrages, les suppôts du colonialisme français que sont les Baptiste, Héliène, Moustache, etc.

Si le PCG se trouve aujourd'hui en difficulté à Sainte-Anne, ce n'est finalement pas tant devant les menées des colonialistes que du fait que ceux-ci disposent d'une base d'appui populaire.

Et pour séparer cette fraction populaire de la droite colonialiste, il faudra lui offrir autre chose que les pauvres perspectives électorales du PCG.

Martinique : COLAS, CE SONT LES PATRONS QUI SONT DE TROP

DE nouveau, la montée du mécontentement à l'entreprise Colas semble être le prélude à de nouvelles luttes ouvrières.

En effet, après une grève victorieuse le 13 mars, voilà que se précise pour les jours qui viennent, une mobilisation des travailleurs.

Suivant l'exemple de certaines entreprises qui ont déjà licencié (SOMET), ou qui menacent de licencier (Dragages Satom), la direction de la Colas veut licencier 80 travailleurs.

Mais le personnel n'est pas décidé à accepter cette décision. Démarches à Paris et négociations avec la direction locale n'ont rien donné. Celle-ci est même passée à l'offensive et a frappé

d'une suspension un délégué syndical. Mais les travailleurs ont bien riposté. Ce fut la grève ; le temps d'un jour, les 300 ouvriers de la Colas exigèrent et obtinrent, le 13 mars, non seulement la levée de la suspension, mais aussi le départ de Convert, l'un des directeurs de l'entreprise.

Après cette démonstration de force des travailleurs, voici que la direction régionale Antilles-Guyane de Colas décide de contre-attaquer. Ainsi, elle dénonce l'accord du 13 mars, signé, dit-elle, par la direction locale sous la « contrainte ». La Colas veut que la situation revienne à celle antérieure à l'accord. Elle menace de fermer l'entreprise en Martinique pour aller en Haïti.

Par ce chantage, la direction

espère briser la combativité ouvrière.

Mais il n'est absolument pas certain que les travailleurs se laisseront prendre.

Ils pourraient bien répondre aux ultimatum de la direction en menaçant, eux, de saisir tous les équipements, camions, grues, machines, etc., au cas où elle persisterait à vouloir licencier et fermer ses portes.

Car l'entreprise Colas peut fort bien fonctionner sans les patrons. Les travailleurs sauront la faire marcher à leur profit, en se passant d'eux.

Contre les licenciements massifs et les fermetures d'entreprises, une seule voie est efficace : licencier les patrons.

Guadeloupe : La grève des dockers

Les dockers de la Guadeloupe ont récemment fait une grève du zèle qui a duré quatorze jours. Ils réclamaient 8,5 % d'augmentation pour la période allant de juillet à décembre 1976 et le maintien de l'accord prévoyant une rencontre syndicats-patrons tous les quatre mois afin d'augmenter les salaires.

Un accord est intervenu entre les syndicats ouvriers, CGTG, CGTU, FO, et CFDT et les pa-

trons de la Compagnie Transatlantique. Mais les dockers de Basse-Terre continuent de se battre jugeant l'accord insuffisant. Cet accord ne prévoyait qu'une augmentation de 7,05 % et les deux parties avaient pris l'engagement de ne se revoir qu'en septembre.

A l'heure où nous écrivons, les dockers de Pointe-à-Pitre, bien qu'ayant dans un premier temps accepté l'accord, seraient prêts eux aussi à reprendre la grève.

Poussée à gauche aux municipales : **ET APRÈS ?**

LES élections municipales en France se sont soldées par une poussée à gauche de l'électorat. Ainsi c'est cinquante-cinq villes de plus de trente mille habitants que l'opposition enlève à la majorité, y compris au détriment de plusieurs ministres. Deux tiers des communes (153 sur 221) de plus de trente mille habitants ont à leur tête une municipalité de gauche. Paris même ne fait pas exception à cette poussée à gauche et ce malgré le fait qu'elle continue de se vider de sa population ouvrière et malgré l'opération Chirac : là aussi, la droite, bien qu'encore majoritaire, a nettement reculé au profit des listes de l'Union de la gauche.

Les résultats de ces élections confirment la poussée de la gauche qui semble même majoritaire dans le pays.

Contrairement aux élections précédentes, la poussée de la gauche ne s'est pas faite uniquement au profit du seul Parti Socialiste. Les listes d'Union de la gauche conduites par le PC ont également progressé. Le PC a enlevé 21 municipalités de plus de 30.000 habitants à la droite. Et souvent même là où l'accord n'avait pu se faire entre PC et PS et où des « primaires » au sein de la gauche ont eu lieu, elles se sont soldées par des victoires relatives du PC.

Par ailleurs, les listes « Pour le socialisme, pour le pouvoir aux travailleurs » présentées par les révolutionnaires français (Lutte Ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire, Organisation Communiste des Travailleurs), dans un certain nombre de villes de plus de trente mille habitants, recueillent un nombre de voix

supérieur à ce qu'avait été jusque-là les meilleurs résultats des révolutionnaires, atteignant dans certaines villes plus de 10 %. Une fraction déjà significative de l'électorat voulait donc se démarquer de l'Union de la gauche, tout en montrant son hostilité à la droite.

L'ensemble de ces résultats témoigne d'une certaine radicalisation sur le plan électoral, ce qui reflète sans doute la montée d'un mécontentement profond.

Mais la progression de la gauche en France traduit aussi l'importance des illusions répandues au sein de la classe ouvrière française à l'égard d'une éventuelle victoire de la gauche aux prochaines législatives.

Illusions que les grandes orga-

nisations de gauche s'évertuent à ancrer dans la tête des travailleurs : « Comptez sur les élections et surtout ne faites rien d'autre », disent-ils en substance.

Les travailleurs auraient tort de se contenter d'espoirs et d'illusions car il n'est pas certain que la gauche soit majoritaire en 1978 et surtout, même si elle l'était, elle ne changerait pas leur sort quand bien même elle le voudrait. Mais elle ne le veut pas !

La France comme tous les autres pays capitalistes traverse une crise. Mauvaise passe, de laquelle la bourgeoisie tente de se sortir en faisant payer les travailleurs. La politique de la gauche consiste à s'engager, par

avance, à mettre en balance son autorité auprès des travailleurs pour faire accepter à ces derniers des mesures d'autorité au service des bourgeois. Les Mitterrand, les Fabre, les Marchais ne cachent même pas qu'ils sont prêts à imposer des sacrifices aux travailleurs.

L'exemple de l'Italie est là pour rappeler que le PC saura lui aussi présenter ces sacrifices comme allant dans le sens des intérêts ouvriers.

C'est pourquoi il faut, dès maintenant, affirmer et réaffirmer bien haut qu'Union de la gauche ou pas, les travailleurs n'obtiendront que ce qu'ils seront capables d'imposer par leurs luttes.

ITALIE

Le PCI candidat à la gestion de l'austérité

A l'heure où nous écrivons la direction du PCI semble vouloir mettre fin à la forme de soutien qu'il accorde depuis plusieurs mois au gouvernement réactionnaire de la Démocratie chrétienne en Italie. En effet cela fait plusieurs mois que le gouvernement réactionnaire démocrate chrétien ne se maintient au Parlement que grâce au fait que le PCI se refuse à voter contre lui.

Ce soutien du PCI à la Démocratie chrétienne concrétise sur le plan parlementaire une orientation politique bien plus générale, celle qui consiste de la part du PCI à mettre toute son autorité au service d'une bourgeoisie italienne éprouvée par la crise.

Sans la moindre honte, le PCI

secondé par la centrale syndicale qu'il contrôle soutient les mesures d'austérité gouvernementales et a même le toupet de présenter les mesures les plus ouvertement anti-ouvrières comme des mesures indispensables pour les travailleurs.

Or jusqu'à présent la bourgeoisie italienne n'a pas eu la délicatesse d'offrir à un serviteur aussi zélé le moindre strapontin ministériel.

Aussi les militants du PCI ont bien du mal à accepter de défendre dans les entreprises une politique qui se heurte à l'hostilité croissante de la classe ouvrière italienne, alors que la direction du parti ne peut même pas donner un semblant de justification

par une participation gouvernementale.

Berlinguer fait donc semblant de taper sur la table. Certes, il n'a pas l'intention de changer de politique mais il réclame un prix un peu plus élevé pour celle qu'il avait mené jusqu'à présent et qu'il continue de mener.

Rien n'indique que la bourgeoisie italienne et internationale est prête à accorder une participation gouvernementale au PCI. Mais ça, c'est l'affaire de la bourgeoisie. Mais ce qui est l'affaire des travailleurs, c'est de savoir que des partis comme le PCI et ses semblables ne les représentent en rien. Ils représentent les intérêts de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

L'URSS en Afrique

Intérêts diplomatiques ou intérêts des peuples

LE continent africain est depuis quelques années l'enjeu de la rivalité entre les deux grandes puissances, USA et URSS. C'est dans le cadre de cette compétition que s'inscrit l'intense activité diplomatique déployée par l'URSS au cours des dernières semaines écoulées, activité concrétisée par la tournée de Podgorny dans les Etats du centre de l'Afrique.

En concluant des accords avec certains Etats africains, l'URSS n'a nullement en vue l'intérêt des classes opprimées de ces Etats. La diplomatie soviétique ne se préoccupe même pas de la politique intérieure des régimes avec lesquels elle passe des accords. L'essentiel de ses efforts est consacré à obtenir de ces Etats des avantages matériels, militaires, diplomatiques. Afin de détenir ces avantages, l'URSS est prête à s'allier aux pires réactionnaires africains et son action, loin de

renforcer le combat des opprimés, renforce les dictatures installées.

Le fait d'être secondée par Cuba ne donne pas à l'intervention soviétique un autre caractère. Les régimes que l'URSS et Cuba soutiennent ne sont ni moins dictatoriaux ni plus favorables aux travailleurs ou aux paysans pauvres que les autres. Leur prétendu « progressisme », ces régimes l'ont gagné précisément pour leur diplomatie un peu plus orientée vers l'Est.

Mais cette orientation diplomatique est elle-même circonstancielle.

Bien des Etats africains — comme d'autres d'ailleurs — tentent de tirer parti des rivalités entre les deux grands. Tantôt du côté de l'impérialisme US, tantôt du côté de l'URSS, ces Etats pratiquent un jeu de bascule. Ce jeu diplomatique permet aux classes privilégiées au pouvoir d'ob-

tenir des avantages nationaux mais il ne profite en rien au peuple. Au contraire, l'aide soviétique, tout comme l'aide des puissances impérialistes, est utilisée par ces régimes pour renforcer leur armée contre leur population.

Les alliances entre couches locales privilégiées et diplomatie soviétique n'ont d'ailleurs rien de solide. Elles peuvent être remises en question du jour au lendemain. L'URSS l'a appris à ses dépens lorsque l'Egypte de Sadate a rompu son alliance avec elle pour se tourner vers les USA. De tels renversements d'alliance sont inévitables.

De ces marchandages, de ces jeux entre les grandes puissances, les travailleurs ne gagnent rien. Pour se libérer de toute oppression, il leur faudra faire table rase de toutes ces combines en même temps qu'ils se débarrasseront de toutes les dictatures.

EMIGRATION

Chirac courtise les Antillais



● Dans sa course à la mairie de Paris, Chirac a cherché à mettre tous les atouts de son côté. C'est ainsi que l'électorat potentiel que représente l'émigration antillaise a été vivement sollicitée. Un « comité antillo-guyanais » de soutien à la candidature Chirac a

même vu le jour. Ce comité, après avoir couvert certains quartiers d'affiches, a organisé à l'intention des Antillais une soirée avec Chirac, pour soutenir ce dernier. Cette soirée gratuite avait lieu dans l'un de plus luxueux hôtels parisiens, l'hôtel PLM. Toutes sortes de collations y étaient servies à volonté.

Ainsi, après s'être assuré les services de quelques parvenus antillais en échange de quelques promesses de strapontins à la mairie de Paris, Chirac espérait pouvoir acheter quelques voix de travailleurs antillais grâce à une somptueuse soirée.

Mais, Chirac aura l'occasion de l'apprendre, les travailleurs antillais ne sont pas à vendre, ils ont leur dignité et sauront le montrer.



Le 23 mars à Dar es-Salaam, le président soviétique accueilli, le chef de l'Etat soviétique, M. Nikolai Podgorny.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

Jocelyn BIBRAC

Adresser toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression

Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :

— ordinaires 1 an : 12 F
— sous pli fermé 1 an : 15 F

ANTILLES :

— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC

CCP 32 506-71 La Source